ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 25 novembre 1963, de deux demandes d'avis sur :

1° un projet d'arrêté royal "pris en exécution de la loi du 5 juillet 1963 réglant le statut des huissiers de justice et relatif à l'examen de candidat-huissier de justice",

2° un projet d'arrêté royal "pris en exécution de la loi du 5 juillet 1963 réglant le statut des huissiers de justice et relatif à l'organisation du stage des candidats aux fonctions d'huissiers de justice",

a donné le 4 décembre 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STAT

De RAAD VAN STATE, afdelin wetgeving, eerste kamer, de 25 november 1963 door de Minister van Justitie verzocht hem van vies te dienen over :

1° een ontwerp van koninklijk sluit "ter uitvoering van d wet van 5 juli 1963 tot reg van het statuut der gerecht waarders en betreffende het examen van kandidaat-gerech deurwaarder",

2° een ontwerp van koninklijk sluit "ter uitvoering van d wet van 5 juli 1963 tot reg ling van het statuut van de rechtsdeurwaarders en betre fende de inrichting van de stage der kandidaten voor h ambt van gerechtsdeurwaarde

heeft de 4e december 1963 het gend advies gegeven :

Le Gouvernement soumet au Conseil d'Etat deu
projets qui tendent à exécuter la loi du 5 juillet 196

L'un est relatif au stage des candidats-
huissiers de justice (L.8627), l'autre concerne l'exam
de candidat-huissier de justice.

Il est préférable de ne pas disperser la ma-
tière; il serait, dès lors, plus logique de prendre un
seul arrêté qui serait divisé en :

- un chapitre premier qui comprendrait :

  les règles relatives au stage des candidats-huissier
  de justice;

- un chapitre II qui concernerait l'organisation de
  l'examen des candidats-huissiers de justice.

Cet arrêté porterait l'intitulé suivant :

"Arrêté royal relatif au stage et à l'examen de candida
huissier de justice".

\+

\+ +

Le projet appelle les observations suivantes.

I. Examen du projet relatif au stage.

Article 1er.

Il y aurait lieu de remplacer les mots "syndi
de la chambre d'arrondissement" par "syndic présidant l
conseil de la chambre d'arrondissement", qui figurent au
articles 3 et 4 de la loi.

.../.

L'alinéa 2 dispose :

"Tous les membres de la chambre peuvent en prendre connaissance".

D'après les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement, cette faculté peut être exercée de tout temps et non seulement lors de l'assemblée générale annuelle, comme le projet pourrait le faire croire.

Il est proposé le texte suivant pour cet article :

"Article 1er.-

La liste des stagiaires est établie annuellement par le syndic présidant le conseil de la chambre d'arrondissement.

Elle mentionne :

1° les nom, prénoms, lieu et date de naissance et domicile du stagiaire;

2° les nom, prénoms et domicile de l'huissier de justice chez qui le stage est accompli.

Lors de l'assemblée générale annuelle, le syndic donne lecture de la liste des stagiaires.

Les membres de la chambre d'arrondissement peuvent, en tout temps, prendre connaissance de cette liste".

Article 2.

Selon l'article 3, alinéa 2, de la loi, le candidat au stage propose à l'assentiment du syndic le choix de l'étude où le stage aura lieu.

.../...

La preuve de cet assentiment résultera de la mention de cette étude par le syndic dans le carnet de stage.

Le texte suivant répond à ces préoccupations.

"Article 2.-

Le syndic présidant le conseil de la chambre d'arrondissement délivre au stagiaire, lors de son inscription sur la liste des stagiaires, un carnet de stage. Dans ce carnet, le syndic mentionnera :

1° les nom, prénoms et domicile de l'huissier de justice chez qui le stage sera accompli;

2° les dates de début et de fin de stage".

Article 3.

Le mot "patron", qui ne fait pas partie de la terminologie légale, doit être remplacé par les mots "l'huissier chez qui le stage est accompli".

Cette observation vaut pour l'article 4.

+

+ +

.../...

II. Examen du projet L.8627 relatif à l'examen de candidat-huissier de justice.

1° Au vu de l'article 7, alinéa 3, il y a lieu de viser dans le préambule la loi du 29 mars 1953 relative aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat.

2° L'article 16 prévoyant que les membres du jury bénéficient d'indemnités et d'allocations, il y a lieu de faire mention au préambule du projet de l'accord du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de l'accord du Ministre des Finances, avec l'indication de la date de ces accords.

Le dispositif appelle les observations suivantes:

Article 1er.

Il y a lieu de remplacer "d'un professeur de droit d'une université" par "d'un professeur enseignant le droit dans une université".

Si la langue dans laquelle est rédigé le certificat de candidat-huissier délivré par le jury doit faire présumer de la connaissance de cette langue par son titulaire, il y aurait lieu de modifier l'arrêté royal du 9 septembre 1935, aux termes duquel les aptitudes des candidats-huissiers au point de vue linguistique doivent être justifiées par l'épreuve organisée conformément à cet arrêté.

Article 2.

Il y a lieu d'omettre les mots : "sur la proposition de Notre Ministre de la Justice", ce Ministre étant déjà chargé de l'exécution de l'arrêté en projet par l'article 18.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Les membres du jury sont nommés par le Roi.

Chaque membre du jury a un suppléant choisi par le Roi dans la même catégorie de personnes que le titulaire".

Article 3.

Il y a lieu d'intervertir les articles 3 et 4.

Article 5.

L'article 5 devrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Le secrétaire rédige les procès-verbaux et les inscrit dans un registre des séances".

Article 6.

Il y a lieu de remplacer "Notre Ministre de la Justice" par "le Ministre de la Justice".

A l'alinéa 3, il faut écrire : "La majorité de ses membres sont présents" et in fine "En cas de parité la voix du président est prépondérante".

.../...

Article 7.

A l'alinéa 2, il faut écrire "par lettre recommandée à la poste".

Cet article ne précise pas s'il appartient au jury ou au président de la Chambre nationale d'apprécier si les candidats répondent aux conditions d'admission requises.

Articles 8, 9 et 10.

Les textes français et néerlandais de l'article 8 ne concordent pas. Le texte français prévoit que l'examen porte sur les "notions du droit constitutionnel, du droit civil, de la procédure pénale". Le texte néerlandais ne limite pas la matière d'examen aux notions (beginselen) de ces diverses branches du droit. Il y aurait lieu de mettre ces deux textes en concordance ainsi que le texte des certificats annexés au projet.

Ces articles seraient mieux rédigés comme suit :

"Article 8.-

L'examen porte sur les lois de compétence et de procédure civile, sur la déontologie professionnelle et sur (les notions du) (ou le) droit constitutionnel, (du) (ou le) droit civil, et (de) la procédure pénale.

Il consiste en une épreuve écrite et en une épreuve orale.

.../...

Les récipiendaires doivent obtenir au minimum 60 p.c. des points sur l'ensemble des matières de l'examen tant à l'épreuve écrite qu'à l'épreuve orale.

Article 9.-

Les récipiendaires admis à l'épreuve écrite prennent place dans la salle suivant l'ordre du tirage au sort.

Ils ne peuvent communiquer entre eux, ni se servir d'autres ouvrages que ceux qui sont mis à leur disposition par le jury.

L'épreuve écrite a une durée de quatre heures au maximum.

Le jury assure la surveillance des récipiendaires.

Article 10.-

Le récipiendaire qui n'a pas obtenu au moins 60 p.c. des points dans l'épreuve écrite, n'est pas appelé à l'épreuve orale".

Article 13.

L'article 13 devrait être complété par la mention "du conjoint".

.../...

Article 14.

Il y a lieu de remplacer "Notre Ministre de la Justice" par "Le Ministre de la Justice".

Article 15.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 15.-

Le président prononce l'ouverture et la clôture à la session.

Le registre des procès-verbaux, signé par tous les membres, est clos à la fin de chaque session et remis au Ministre de la Justice".

Article 16.

A cet article, alinéa 3, il y a lieu d'écrire "résident" au lieu de "résideraient".

+

+ +

Le Conseil d'Etat propose que les projets fusionnés soient présentés de la manière suivante :

.../...

ARRETE ROYAL RELATIF AU STAGE ET A L'EXAMEN DE CANDIDAT-HUISSIER DE JUSTICE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 5 juillet 1963 réglant le statut des huissiers de justice, notamment les articles 2 et 3;

Vu la loi du 29 mars 1953 relative aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1963 portant exécution de la loi du 5 juillet 1963 réglant le statut des huissiers de justice;

Vu l'accord du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, donné le ... ;

Vu l'accord du Ministre des Finances, donné le ... ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Chapitre Ier. Du stage de candidat-huissier de justice.

(Articles 1er à 4 du projet relatif au stage, sous réserve des modifications proposées ci-dessus) ...

Chapitre II. De l'examen de candidat-huissier de justice

(Articles 1er à 18 du projet relatif à l'examen, sous réserve des modifications proposées ci-dessus) ...

De Regering legt aan de Raad van State twee ontwerpen voor ter uitvoering van de wet van 5 juli 1963.

Het eerste betreft de stage van kandidaat-gerechtsdeurwaarders (L.8627), het tweede het examen van kandidaat-gerechtsdeurwaarder.

Om de stof niet te spreiden, lijkt het logisch slechts één besluit uit te vaardigen, bestaande uit :

- een eerste hoofdstuk, waarin de stage van kandidaat-gerechtsdeurwaarders wordt geregeld ;
- een tweede hoofdstuk over het examen van kandidaat-gerechtsdeurwaarders.

Dit besluit zou als opschrift hebben : "Koninklijk besluit betreffende de stage en het examen van kandidaat-gerechtsdeurwaarder".

\+

\+ +

Bij het ontwerp is het volgende op te merken :

I. Onderzoek van het ontwerp betreffende de stage.

Artikel 1.

De woorden "syndicus van de arrondissementskamer" zouden moeten worden vervangen door "syndicus-voorzitter van de raad van de arrondissementskamer", gebruikt in de artikelen 3 en 4 van de wet .

.../...

Het tweede lid bepaalt :

"Al de leden van de kamer kunnen er kennis van nemen".

Volgens de toelichtingen van de gemachtigde der Regering kan dit te allen tijde geschieden en niet alleen tijdens de jaarlijkse algemene vergadering, zoals het ontwerp zou kunnen doen veronderstellen.

Dit artikel leze men zo :

"Artikel 1.-

De lijst van de stagiairs wordt jaarlijks door de syndicus-voorzitter van de raad van de arrondissementskamer opgemaakt.

Zij vermeldt :

1° naam, voornamen, geboorteplaats en -datum en woonplaats van de stagiair ;

2° naam, voornamen en woonplaats van de gerechtsdeurwaarder bij wie hij zijn stage doet.

Tijdens de jaarlijkse algemene vergadering doet de syndicus voorlezing van de lijst der stagiairs.

De leden van de arrondissementskamer kunnen te allen tijde van deze lijst kennis nemen".

Artikel 2.

Artikel 3, tweede lid, van de wet bepaalt dat de kandidaat-stagiair de keuze van het kantoor waar de stage zal plaatshebben, onderwerpt aan de goedkeuring van de syndicus.

.../...

Ten blijke van deze goedkeuring vermeldt de syndicus dit kantoor in het stageboekje.

De onderstaande tekst brengt die bedoeling tot uitdrukking.

"Artikel 2.-

Bij de inschrijving op de lijst der stagiairs overhandigt de syndicus-voorzitter van de raad van de arrondissementskamer aan de stagiair een stageboekje. In dit boekje zal hij vermelden :

1° naam, voornamen en woonplaats van de gerechtsdeurwaarder bij wie de stage zal worden gedaan;

2° de aanvangs- en einddatum van de stage".

Artikel 3.

Het woord "patroon", dat niet tot de rechtsterminologie behoort, dient te worden vervangen, door "de gerechtsdeurwaarder bij wie de stage wordt gedaan".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 4.

+

+ +

.../...

II. Onderzoek van het ontwerp L. 8627 betreffende het examen van kandidaat-gerechtsdeurwaarder.

1° Wegens de bewoordingen van artikel 7, derde lid, moet in de aanhef verwezen worden naar de wet van 29 maart 1953 betreffende de door de Rijksbesturen ingerichte examens en vergelijkende examens.

2° Artikel 16 bepaalt dat de leden van de examencommissie vacatietoelage en reisvergoedingen genieten.

In de aanhef van het ontwerp vermelde men daarom, met hun datum, het akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en het akkoord van de Minister van Financiën.

Bij de artikelen dient het volgende te worden opgemerkt :

Artikel 1.

In de Franse tekst leze men "d'un professeur enseignant le droit dans une université" in plaats van "d'un professeur de droit d'une université".

Indien de taal van het door de examencommissie uitgereikte getuigschrift van kandidaat-gerechtsdeurwaarder moet doen veronderstellen dat de houder van het getuigschrift deze taal kent, moeten wijzigingen worden aangebracht in het koninklijk besluit van 9 september 1935 luidens hetwelk de kandidaat-deurwaarders hun bekwaamheid op taalgebied moeten bewijzen door een examen dat volgens de bepalingen van dat besluit wordt ingericht.

.../...

Artikel 2.

Artikel 18 belast de Minister van Justitie met de uitvoering van het ontwerp-besluit ; de woorden "op de voordracht van Onze Minister van Justitie" kunnen dus vervallen.

Volgende lezing wordt in overweging gegeven :

"De leden van de examencommissie worden door de Koning benoemd.

Ieder lid van de examencommissie heeft een plaatsvervanger die eveneens door de Koning wordt aangewezen in dezelfde categorie van personen als de titularis".

Artikel 3.

De volgorde van de artikelen 3 en 4 dient gewijzigd te worden.

Artikel 5.

Artikel 5 leze men zo :

"De secretaris maakt de processen-verbaal op en boekt ze in een register der zittingen".

Artikel 6.

Men vervange "Onze Minister van Justitie" door "de Minister van Justitie".

.../...

In het derde lid leze men "De examencommissie kan alleen beraadslagen en beslissen " en aan het slot "Bij staking van stemmen beslist de voorzitter".

Artikel 7.

In het tweede lid leze men "ter post aangetekende brief".

Het artikel zegt niet of de examencommissie dan wel de voorzitter van de Nationale Kamer moet oordelen of de kandidaten aan de eisen voor toelating voldoen.

Artikelen 8, 9 en 10.

De Franse en de Nederlandse tekst van artikel 8 stemmen niet overeen. Volgens de Franse tekst loopt het examen over "les notions du droit constitutionnel, du droit civil, de la procédure pénale". De Nederlandse tekst beperkt de stof van het examen niet tot de "beginselen" (notions) van die rechtsvakken. Beide teksten, alsook de teksten van de bij het ontwerp gevoegde getuigschriften moeten in overeenstemming gebracht worden.

Men stelle deze artikelen liever als volgt :

"Artikel 8.

Het examen loopt over de wetten die de bevoegdheid en de burgerlijke rechtspleging regelen, over de plichtenleer en over (de beginselen van) het grondwettelijk recht, (van) het burgerlijk recht en (van) de strafrechtspleging.

.../...

Het bestaat uit een schriftelijk en uit een mondeling gedeelte.

De examinandi moeten ten minste 60 t.h. der punten over de gezamenlijke vakken behalen, zowel voor het schriftelijk als voor het mondeling gedeelt

Artikel 9.

De examinandi die tot het schriftelijk gedeelte worden toegelaten, nemen plaats in de zaal naar de volgorde door het lot aangewezen.

Zij mogen met elkaar geen verstandhouding hebben noch andere werken gebruiken dan die welke de examen commissie te hunner beschikking stelt.

Het schriftelijk gedeelte duurt ten hoogste vier uur.

De examencommissie zorgt voor het toezicht over de examinandi .

Artikel 10.

De examinandus die in het schriftelijk gedeelte niet ten minste 60 t.h. der punten behaalt, wordt niet opgeroepen voor het mondeling gedeelte".

Artikel 13.

In artikel 13 zou ook "de echtgenoot" vermeld moeten worden.

.../...

Artikel 14.

Men vervange "Onze Minister van Justitie" door "de Minister van Justitie".

Artikel 15.

Men stelle dit artikel als volgt :

"Artikel 15.-

De voorzitter verklaart de zitting voor geopend en voor gesloten.

Het register met de processen-verbaal, door alle leden ondertekend, wordt na iedere zitting afgesloten en aan de Minister van Justitie overhandigd".

Artikel 16.

In het derde lid leze men in de Franse tekst "résident" in plaats van "résideraient".

+

+ +

De Raad van State geeft in overweging de ineengewerkte ontwerpen als volgt in te kleden :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE STAGE EN HET EXAMEN VAN KANDIDAAT-GERECHTSDEURWAARDER.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

.../...

Gelet op de wet van 5 juli 1963 tot regeling van het statuut der gerechtsdeurwaarders, inzonderheid op de artikelen 2 en 3;

Gelet op de wet van 29 maart 1953 betreffende de door de Rijksbesturen ingerichte examens en vergelijkende examens.

Gelet op het koninklijk besluit van 23 septembe 1963 houdende uitvoering van de wet van 5 juli 1963 tot regeling van het statuut der gerechtsdeurwaarders;

Gelet op het akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, gegeven op ...;

Gelet op het akkoord van de Minister van Financiën, gegeven op ...;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Hoofdstuk I. - Stage als kandidaat-gerechtsdeurwaarder.

(Artikelen 1 tot 4 van het ontwerp betreffende de stage, met inachtneming van de voorgestelde wijzigingen)...

Hoofdstuk II. - Examen van kandidaat-gerechtsdeurwaarder.

(Artikelen 1 tot 18 van het ontwerp betreffende het examen, met inachtneming van de voorgestelde wijzigingen)...

---

chambre était composée de

sieurs : J. SUETENS,
Heren :

premier président,
eerste voorzitter,

G. HOLOYE,
J. MASQUELIN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

P. ANSIAUX,
P. DE VISSCHER,

assesseurs de la section de législation,
bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la ver-
n française et la version
rlandaise a été vérifiée sous
ontrôle de M. J. SUETENS.
e rapport a été présenté par
. VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

REFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. DE LEUZE.

(s.) J. SUETENS.